



Assemblée générale

Distr. générale
3 novembre 2021
Français
Original : espagnol

Soixante-seizième session

Points 46 et 51 de l'ordre du jour

Question des Îles Falkland (Malvinas)

Assistance à la lutte antimines

Lettre datée du 29 octobre 2021, adressée au Secrétaire général par la Représentante permanente de l'Argentine auprès de l'Organisation des Nations Unies

D'ordre de mon gouvernement, j'ai l'honneur de me référer au rapport sur l'assistance à la lutte antimines ([A/76/283](#)), dans lequel il est dit, au paragraphe 10, que le Royaume-Uni a rempli ses obligations de déminage au titre de l'article 5 de la Convention sur l'interdiction de l'emploi, du stockage, de la production et du transfert des mines antipersonnel et sur leur destruction.

À cet égard, sachant que l'affirmation susmentionnée touche aux obligations de déminage dans les Îles Malvinas, territoire argentin que le Royaume-Uni considère illégitimement comme relevant de sa juridiction ou de son contrôle, la République argentine rappelle la situation particulière dans laquelle se trouvent les Îles Malvinas, telle qu'elle l'a décrite dans la déclaration formulée au moment de la ratification de la Convention d'Ottawa en 1999, qui n'a pas été modifiée à ce jour et qui constitue le fondement principal de la prolongation des délais qui lui est accordée s'agissant du respect des dispositions de l'article 5.

L'Assemblée générale a reconnu l'existence d'un différend de souveraineté entre la République argentine et le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et exhorté les Gouvernements des deux pays à reprendre leurs négociations en vue de trouver, dans les meilleurs délais, une solution pacifique et définitive. Le Comité spécial de la décolonisation s'est prononcé dans le même sens, adoptant chaque année une résolution – la dernière en date du 24 juin 2021 –, dans laquelle il affirme qu'il faut mettre fin à cette situation coloniale particulière dans le cadre d'un règlement pacifique et négocié et demande aux deux Gouvernements de reprendre les négociations à cet effet.

Toutefois, malgré les déclarations répétées de l'Organisation des Nations Unies et d'autres instances régionales et internationales, le Royaume-Uni continue de faire fi des appels lancés par la communauté internationale pour que reprennent les négociations bilatérales afin que soit trouvée une solution pacifique et définitive au conflit de souveraineté sur les Îles Malvinas, les Îles de Géorgie du Sud et Sandwich du Sud et les espaces maritimes environnants.



Concernant les opérations de déminage des Îles Malvinas, la République argentine regrette que le Royaume-Uni ait persisté à mener ces activités de façon unilatérale, allant ainsi à rebours de la coopération technique bilatérale qui, par le passé, avait donné des résultats prometteurs. En effet, en 2001 et en 2006, la République argentine et le Royaume-Uni avaient signé des accords par échange de notes, selon la formule concernant la souveraineté, aux fins de la réalisation d'une étude de faisabilité sur l'élimination des mines antipersonnel (y compris les munitions non explosées se trouvant sur des zones minées) des Îles Malvinas. Le rapport final correspondant avait été approuvé par les deux Gouvernements et présenté, séparément, à la huitième réunion des États parties. En 2009, cependant, le Royaume-Uni a entrepris unilatéralement des opérations de déminage, sans y associer l'Argentine.

Malgré cette situation, la République argentine est demeurée déterminée à mener à bien le déminage des Îles Malvinas selon une formule bilatérale. À cette fin, lorsqu'elle a introduit, le 1^{er} octobre 2009, une demande de prolongation du délai fixé pour satisfaire aux obligations découlant de la Convention d'Ottawa, l'Argentine a présenté un plan-cadre relatif à l'application de l'article 5 de la Convention dans les zones contestées pour une période de 10 ans, dans l'hypothèse où les négociations de souveraineté entre le Royaume-Uni et la République argentine reprendraient et les deux parties parviendraient à un accord sur l'élimination des mines antipersonnel, y compris les munitions non explosées.

En mars 2019, l'Argentine a demandé une nouvelle prolongation, pour la période allant du 1^{er} mars 2020 – date d'expiration du délai accordé à la République argentine au titre de l'article 5 de la Convention – au 1^{er} mars 2023. Dans ce contexte, nous avons proposé au Royaume-Uni de travailler ensemble au déminage des Îles Malvinas, selon la formule concernant la souveraineté et à des fins exclusivement humanitaires. Cette proposition a été rejetée, mais l'Argentine a continué de manifester sa volonté de coopérer et, en 2020, a proposé au Royaume-Uni d'œuvrer de concert avec elle au déminage. À cette occasion, l'Argentine a déclaré être disposée à ce que soit définie une modalité mutuellement acceptable qui permettrait de progresser sur cette question. Toutefois, le Royaume-Uni a, là aussi, rejeté cette seconde proposition.

L'Argentine considère qu'il est essentiel, lorsque des difficultés surviennent dans un processus de déminage concernant un territoire qui fait l'objet d'un conflit de souveraineté, reconnu comme tel par l'ONU, de donner la priorité à la coopération et aux aspects techniques et humanitaires des opérations à entreprendre afin que les mines soient éliminées de façon rapide et efficace.

Au vu de ce qui précède et eu égard aux prétendues obligations dont le Royaume-Uni affirme s'acquitter au titre de l'article 5 de la Convention d'Ottawa dans les Îles Malvinas, qui, comme les Îles de Géorgie du Sud et Sandwich du Sud et les espaces maritimes environnants, sont illégalement occupées par le Royaume-Uni et font l'objet d'un différend de souveraineté, la République argentine dénonce les activités unilatérales que le Royaume-Uni dit mener dans ces zones contestées et se trouve dans l'impossibilité d'en constater le résultat.

La République argentine réaffirme son droit souverain sur les Îles Malvinas, les Îles de Géorgie du Sud et Sandwich du Sud et les espaces maritimes environnants, qui font partie intégrante de son territoire national.

Je vous serais reconnaissante de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre comme document de la soixante-seizième session de l'Assemblée générale, au titre des points 46 et 51 de l'ordre du jour.

L'Ambassadrice,
Représentante permanente
(Signé) María del Carmen **Squeff**
